

Benkadi au Bénin: l'ONG SOS Savane œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Karimama et Malanville

Dans le cadre de ses actions pour renforcer la gouvernance participative face aux changements climatiques, l'ONG SOS Savane à travers le projet BENKADI a organisé une série d'activité en vue de garantir la durabilité des groupes de réflexion multi-acteurs dans les communes de Malanville et de Karimama.



Déroulement de l'atelier avec le cadre de concertation sur le

changement climatique de la commune de Karimama

L'objectif de l'initiative est d'intégrer divers acteurs, notamment non étatiques, dans les processus de décision locale afin de promouvoir des actions de plaidoyer autour des questions climatiques et du développement durable.

Pour y arriver plusieurs actions ont été mises en œuvre. Il s'agit de l'appropriation des actes de formalisation des groupes, de l'analyse diagnostique de la prise de décision participative, et enfin de l'analyse prospective sur l'avenir des groupes de réflexion.

Dans un premier temps, une série de rencontres a été organisée avec des partenaires locaux pour analyser et renforcer la structure des groupes de réflexion déjà établis. Ces échanges ont permis de dresser un bilan des points forts et des défis à relever pour pérenniser leur fonctionnement. Une enquête a ensuite été réalisée dans ces communes pour identifier les cadres de concertation existants, évaluer leur efficacité et proposer des améliorations.

Dynamisation des groupes de réflexion à Malanville et Karimama

Les résultats de cette enquête ont révélé une meilleure coordination entre les acteurs locaux, et la nécessité d'un cadre formel de réflexion sur les changements climatiques, notamment dans la commune de Malanville. Il a été recommandé de clarifier les modalités de financement de ces groupes et d'organiser des ateliers réguliers pour garantir leur bon fonctionnement à long terme.

L'analyse des données recueillies souligne que, pour assurer une gestion efficace des questions climatiques à l'échelle locale, un mécanisme de financement durable et un soutien institutionnel sont indispensables. Cette initiative, bien que confrontée à certaines difficultés logistiques, marque une étape clé dans la promotion d'une gouvernance locale plus inclusive et résiliente face aux défis climatiques.

Pour rappel, ces actions résultent des recommandations de l'atelier bilan d'août 2024 qui avait été organisé pour évaluer les activités réalisées par les partenaires de mise en œuvre (PMO) et la prise en compte du genre dans le processus.

Megan Valère SOSSOU

Stratégies AbE, gouvernance participative, lobbying et plaidoyer : Les acteurs privés formés à Malanville et à Karimama

Les communes de Malanville et Karimama ont respectivement accueilli des ateliers de renforcement des capacités destinés aux acteurs privés les 28 et 30 mai 2024. Organisés par l'ONG SOS SAVANE, partenaire de mise en œuvre du programme BENKADI dans le département de l'Alibori, ces ateliers avaient pour objectif de renforcer et d'harmoniser les compétences des acteurs communaux, notamment ceux du secteur privé, autour des stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), de la gouvernance participative, ainsi que du lobbying et du plaidoyer.

Ces sessions de formation ont réuni 50 participants, parmi lesquels 34 jeunes et 24 femmes, appartenant à dix associations locales. Les thèmes abordés ont permis de combler des lacunes de connaissances et de renforcer certaines pratiques endogènes des communautés locales.

À l'issue de ces ateliers, les résultats obtenus sont prometteurs. Les participants ont été encouragés à vulgariser les acquis pour favoriser un changement de pratiques collectif au niveau communautaire. Pour ceux rencontrés, les stratégies AbE constituent un excellent moyen d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques. Ils ont appris à organiser et à adresser des plaidoyers auprès des autorités compétentes afin d'inclure les stratégies AbE et d'autres mesures dans les politiques d'intervention.

Les participants ont également fait le point sur les notions acquises et certains ont exposé les actions qu'ils menaient déjà sur le terrain. Un rappel leur a été fait sur les causes et conséquences des changements climatiques sur la biodiversité, l'agriculture, les ressources en eau et le bien-être des communautés vulnérables. Tous se sont accordés sur la nécessité de s'adapter en se basant sur les écosystèmes dans divers secteurs d'activité tels que l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et la transformation.

Des stratégies AbE, proposées dans les Plans de Développement Communal 4, ont été présentées aux participants dans les domaines de la pêche, de la pisciculture, de l'élevage, de la foresterie et de l'agriculture. Rappelons que l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) est une stratégie qui s'appuie sur les solutions fondées sur la nature et sur les services écosystémiques pour faire face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin : Des

associations de femmes outillées pour une agriculture durable par SOS SAVANE-ONG

Dans le cadre du programme BENKADI, le partenaire local de mise en œuvre SOS SAVANE-ONG avec l'appui de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCIB), a mené une série d'activités du 10 au 15 juin 2024 dans les communes de Karimama et Malanville, département de l'Alibori. Ces activités visaient à renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture (maraîchage écologique, production de compost à base de produit locaux) et miniers (exploitation de sable lagunaire) dans les communes de Karimama et de Malanville.

Les ateliers, organisés sur les sites de maraîchage des associations de femmes à Guéné, Karimama centre et Kargui, ont permis de combiner théorie et pratique pour une meilleure appropriation des techniques enseignées. Les femmes, cibles prioritaires de ces sessions, ont appris des méthodes de production de compost à base de produits locaux et des techniques de maraîchage écologique. Ces pratiques visent à augmenter les revenus des femmes tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles.

Des ateliers pratiques d'initiation aux biopesticides

Pour réduire l'usage des pesticides chimiques, les participantes ont été initiées à la production et à l'utilisation de biopesticides à base de feuilles de neem. Elles ont également partagé et enrichi ces connaissances avec des techniques locales, telles que l'utilisation de biopesticides à partir de cendre, de savon neutre Palmida, et

de feuilles de papayer. Ces méthodes contribuent à la promotion d'un maraîchage respectueux de l'environnement.

Appui en micro-équipements aux associations de femmes

Pour soutenir la mise en œuvre des techniques de maraîchage écologique, SOS SAVANE-ONG, avec l'appui technique et financier du programme BENKADI, a distribué des micro-équipements aux associations de femmes. Ces équipements, comprenant arrosoirs, râteliers, pelles, houes, sarcleuses, coupe-coupes, et autres outils, faciliteront les activités agricoles des bénéficiaires.

Satisfaction des bénéficiaires

Les ateliers ont été accueillis avec enthousiasme par les participantes venues de diverses localités, notamment de Gorou-béri et Torozougou à Karimama, ainsi que de Guéné à Malanville. Aissatou BASSANDA de l'association Matcharassé à Kargui se réjouit des connaissances acquises au cours des séances de renforcement de capacités. Elle promet d'appliquer les techniques et de les répandre à sa communauté.

Afoussa Ousmane, membre de l'association Gorobani de la commune de Karimama, exprime sa gratitude envers tous les acteurs du programme BENKADI. Selon elle, ce programme a permis de découvrir de nouvelles stratégies d'adaptation aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux.

À l'instar d'Afoussa et d'Aissatou, toutes les femmes participantes reconnaissent que ces formations arrivent à point nommé, considérant les défis quotidiens qu'elles rencontrent dans le secteur agricole.

Au total, 30 femmes ont vu leurs compétences renforcées en matière de production et d'utilisation de compost et de biopesticides à partir de matières premières locales et accessibles.

Un pas vers l'adaptation basée sur les écosystèmes

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du programme BENKADI, qui promeut l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) comme moyen d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. L'approche AbE comprend la restauration de la productivité agricole, la biodiversité des sols, et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Avec ces initiatives, SOS SAVANE-ONG et le programme BENKADI espèrent contribuer à une agriculture plus durable et résiliente dans les communes de Karimama et Malanville, tout en améliorant les conditions de vie des femmes et des jeunes de ces régions.

Megan Valère SOSSOU

**« 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin »
WOROU WARA Adamou,
Coordonnateur National du
PIDACC/BN au Bénin**



WOROU WARA Adamou, Coordonnateur National PIDACC/BN Bénin

Re
nf
or
ce
r
la
ré
si
li
en
ce
de
s
éc
os
ys
tè
me
s
et
de
s
po
pu
la
ti
on
s
af
fe
ct
ée
s
pa
r
le
ch

an
ge
me
nt
cl
im
at
iq
ue
da
ns
le
ba
ss
in
du
fl
eu
ve
Ni
ge
r
au
Bé
ni
n,
c'
es
t
l'
ob
je
ct
if
du
Pr
og

ra
mm
e
In
té
gr
é
de
Dé
ve
lo
pp
em
en
t
et
d'
Ad
ap
ta
ti
on
au
Ch
an
ge
me
nt
Cl
im
at
iq
ue
da
ns
le
Ba

ss
in
du
fl
eu
ve
Ni
ge
r.
Pl
us
de
de
ux
an
s
ap
rè
s
so
n
la
nc
em
en
t
of
fi
ci
el
pa
r
la
Ba
nq
ue
Af

ri
ca
in
e
de
Dé
ve
lo
pp
em
en
t,
le
go
uv
er
ne
me
nt
du
Bé
ni
n
et
l'
Au
to
ri
té
du
Ba
ss
in
du
Ni
ge
r,

no
us
so
mm
es
al
lé
s
à
la
re
nc
on
tr
e
du
Re
sp
on
sa
bl
e
au
ni
ve
au
na
ti
on
al
du
pr
og
ra
mm
e
au

Journal Santé Environnement : Bonjour Monsieur, Veuillez-vous présenter s'il vous plaît ?

Je suis WORO WARA Adamou. Coordonnateur National du Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger (PIDACC/BN Bénin).

Journal Santé Environnement : Comment est-ce qu'on est venu au Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger ?

WORO WARA Adamou : Pour en venir au PIDACC, il y avait un projet précurseur. Le Programme de Lutte Contre l'Ensamblage du fleuve Niger dénommé PLCE. Un programme pilote initié et exécuté entre 2007 et 2012 dans trois pays le Niger, le Burkina Faso et le Mali. C'est au regard des résultats obtenus par ce programme qu'il a été décidé de l'étendre dans l'ensemble des neuf pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger. Le PIDACC s'exécute donc dans cet espace. Au plan national, il a été lancé en décembre 2019 pour une durée de six (06) ans.

Journal Santé Environnement : Au menu de ce programme, quelles sont les principales actions prévues et comment se déroulent - elles au sein des communautés ?

WORO WARA Adamou: Le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger a trois composantes. La première est liée à la préservation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger, la seconde à la résilience des populations au changement climatique et la troisième à la gestion de la coordination du projet.

En ce qui concerne la première composante, des actions

essentielles sont prévues. Vous savez que la zone a été sujette de déforestation excessive en particulier la portion nationale qui subit des dégradations avec l'agriculture sur brûlis.

Alors, il a été prévu le traitement de plus de 2500 m³ de ravins. Le développement de l'agroforesterie. Les populations sont désormais amenées à faire de la plantation associée à l'agriculture. Donc il y a un certain nombre d'essences qui sont mises à la disposition des populations pour être plantées sur 1000 hectares.

Des travaux de défense et de restauration des sols, de traitement biologique des ravins et des études telles que le schéma directeur du sous-bassin du Niger, portion nationale sont prévus. Des actions de soutien à la couche vulnérable. De façon globale, des sous-projets sont élaborés par les populations et sont financés par le PIDACC selon les besoins. Quelques-uns sont déjà connus à savoir : la zone cynégétique de la Djona, au niveau du parc W et qui fait objet de réhabilitation sur 450 hectares, la rôneraie de Goroubi entre Malanville et Karimama sur 550 hectares pour régénérer le sol.

Journal Santé Environnement : Que dire donc de la deuxième composante qui a trait aux ouvrages ?

WOROU WARA Adamou : Oui, pour être résilient la population a souvent besoin d'ouvrage. Il est prévu également dans la composante 2 du PIDACC, la réhabilitation de quelques micros-barrages à vocation agropastorale. Ils sont au nombre de cinq. La construction des barrages qui seront des infrastructures à but multiples disposées pour l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Ainsi, il est prévu trois barrages, dont un à Dougoulaye (Gogounou), un à Gamia (Bémbereke) et un autre à Dounkassa (Kalalé). En aval de ces barrages, nous comptons aménager 100 hectares par site donc au total 300 hectares à aménager pour les cultures de contre saison et le riz. Dans le même ordre,

nous avons des bas-fonds à aménager sur 100 hectares et la réalisation des magasins de stockage des produits agricoles.

Nous avons des infrastructures qui vont en appui à la lutte contre le changement climatique. Par exemple, compléter à la digue de protection existante, une autre digue sur cinq (05) kilomètres de façon à protéger les populations contre les inondations cycliques.

Il y a deux embarcadères/débarcadères à faire à Malanville et Karimama. Nous aurons à aménager le tronçon de navigation entre Malanville et Karimama pour éviter les noyades.

Puisque le poisson se fait rare dans la zone du bassin du Niger. Un centre d'alevinage sera construit. Aussi, allons-nous développer la pisciculture en cage flottante. Les barrages ont été déjà identifiés bientôt des poissons seront produits en cages flottantes.

La construction de la digue à Malanville nous tient beaucoup à cœur, car par le passé, il y a une digue qui a été réalisée, mais qui ne protège qu'une partie de la population. L'autre partie étant laissée, nous pensons que si nous complétons sur 5 km, elle pourrait réduire les inondations que nous remarquons chaque année à ce niveau. Des hangars et ponceaux sont entre autres infrastructures qui seront réalisées pour la résilience des populations. C'est là, les actions phares sur lesquels nous avançons tout doucement.

Il y a des activités qui ont démarré. D'autres attendent parce que nous sommes en train d'achever le recrutement des gros bureaux d'étude qui vont non seulement réaliser les DAO, mais qui vont aussi contrôler aussi les activités. Nous sommes à la phase presque terminale.

Journal Santé Environnement : Jusque-là, connaissez-vous des difficultés dans l'exécution de ce programme ?

WOROU WARA Adamou : Oui, des difficultés ne manquent pas en

matière de gestion de projet. La première difficulté a été l'absence d'un relais terrain. Mais un bureau d'ingénierie sociale est en train d'être recruté pour mettre à disposition des animateurs qui faciliteront les interventions dans les treize (13) communes que couvre le bassin. Ils seront dès lors, l'interface du projet avec les populations.

L'autre difficulté a été le siège du programme. Dans les documents, le projet doit siéger à Kandi. Nous avons siégé de mi 2020 à mi 2021. Mais il a été constaté que le résultat était difficile à avoir parce que dans le système de passation de marché, il fallait se recourir chaque fois à notre ministère de tutelle. À plus de 700 km de Cotonou, le suivi de nos dossiers a été très difficile.

Ainsi, il a été pris la résolution de déplacer le siège proche du ministère de tutelle afin de liquider les dossiers de passation de marché. Donc, plus tard, on va avoir une antenne mi 2023 à Kandi. L'autre difficulté est liée à la menace terroriste. Nous sommes encore en train de mener des activités surtout à côté du parc W, mais on était obligé d'arrêter. Toutefois, des mesures non moins aisées sont en train d'être prises afin de poursuivre.

Journal Santé Environnement : Quel est la particularité du programme ?

WOROU WARA Adamou : Dans le cadre du programme, nous avons à identifier des couches vulnérables avec qui des actions ponctuelles seront faites. Ces couches vulnérables sont à la fois des groupements de femmes ou des groupements de jeunes qui vont bénéficier d'un certain nombre d'appuis pour des activités génératrices de revenus.

Il y a à Malanville une bonne partie de l'eau envahie par les plantes aquatiques. Au lieu de ramasser ces plantes incessamment, nous allons le transformer en sous-projet. À Malanville, elles seront transformées en compost et utilisées comme fertilisant. À Karimama, ils ont voulu en faire du

fourrage pour le bétail.

C'est autant de choses que nous allons développer. Ça ne fait que commencer. Il y a aura des formations à l'endroit des populations à la base. Le compact riz, le compact maïs, et même le compact blé qu'on va introduire dans la zone. Donc c'est vraiment tout un package d'actions.

Des populations à la base seront amenées à se mettre en groupement pour porter des sous-projets. C'est-à-dire que même si le projet prend fin, les populations peuvent prendre le relais sur la base des acquis.

Par exemple, nous avons traité des ravins à Mamassy Gourma (Karimama). En le faisant, nous avons insisté pour que les populations soient impliquées en termes de main d'œuvre. L'impact socioéconomique et environnemental sur les populations a été énorme. Le ruissellement s'est presque annulé.

Journal Santé Environnement : L'avenir s'annonce donc prometteur pour les populations vivant dans le bassin du fleuve Niger ?

WOROU WARA Adamou : Il faut noter que le Bénin fait partie des pays ayant sorti la tête au plan régional en termes d'avancé. Nous comptons encore redoubler d'efforts. Fort heureusement nous allons commencer 2023 avec les différents bureaux d'étude et le boom sera d'un trait. Les actions que nous menons actuellement témoignent de ce que 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin.

Journal Santé Environnement : Merci Monsieur le Coordonnateur d'avoir répondu à notre interview

WOROU WARA Adamou : C'est moi qui vous remercie.

Propos recueillis par Megan Valère SOSSOU et transcrits par Constance AGOSSA

Projet Adapt-WAP : une formation de quatre jours sur l'agroforesterie et la petite irrigation s'ouvre demain à Kandi

Du mardi 06 au vendredi 09 septembre 2022, se tiendra à Kandi une formation destinée aux producteurs des quatre communes riveraines du parc W. C'est dans le cadre des activités du projet Adapt-WAP Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du complexe transfrontalier WAP.

Cette formation qui rassemble les agriculteurs, les pépiniéristes, les maraîchers, les éleveurs et les riziculteurs, vise à renforcer leurs capacités sur la production de plants en pépinière, les techniques d'agroforesterie et la maîtrise de la petite irrigation.

En provenance de Kandi, de Malanville, de Karimama et de Banikoara, les participants attendus à cette session de formation à la fois théorique et pratique, passeront quatre jours d'intense formation avec deux experts consultants commis à cette mission.

Une opportunité qui s'offre ainsi aux populations vulnérables de la périphérie du parc W à améliorer leurs techniques de culture et de conservation, et à s'adapter aux effets des changements climatiques en apprenant les bonnes pratiques pour un meilleur rendement de leurs exploitations.

À noter que ces producteurs participants à la formation qui s'ouvre demain, seront les formateurs locaux qui feront bénéficier à de nombreux autres dans chacune des quatre communes riveraines au parc W les précieux savoirs qu'ils auront acquis.

Venance TOSSOUKPE

Parc W-Bénin : le tourisme à l'épreuve du terrorisme ?

L'attaque terroriste dans le parc W-Bénin, porte un coup sévère au secteur du tourisme au Bénin. Six (06) morts, une dizaine de blessés graves, des animaux sauvages en divagation, des touristes dans le doute, et une image du Bénin à nouveau dégradée. C'est le bilan des attaques terroristes survenues dans l'après midi du mardi 08 février 2022 dans le parc W. Le tourisme, un secteur stratégique de l'économie béninoise est ainsi attaqué vertement par des terroristes.



Alors que les touristes voyageurs affluent de plus en plus dans les parcs béninois ces dernières années, le terrorisme

préfère sèmer la zizanie dans le rang des acteurs. Cette menace qui planait autrefois sur le Bénin est devenue réalité. En effet, dans l'après-midi du mardi 8 février 2022, une équipe de rangers en charge de la protection du parc a été prise en embuscade dans le parc national du W au Bénin, alors qu'elle effectuait une patrouille à la limite Nord du parc frontalière aux trois pays Bénin, Burkina Faso et Niger. Le bilan provisoire fait état de six (06) morts dont cinq (05) parmi les rangers, et un (01) agent des Forces Armées béninoises ainsi que d'une dizaine (10) de blessés. Actuellement, des renforts des Forces Armées Béninoises et des gardes forestiers supplémentaires ont été déployés sur le terrain.

Une situation qui surgit au moment où le gouvernement béninois fait de profondes mutations pour une meilleure gestion rentable et durable des parcs Pendjari et W au Bénin.

Un tourisme avec d'énormes défis sécuritaires

Si le Bénin table ces dernières années sur un secteur touristique au fort potentiel de développement et particulièrement créateurs d'emplois, c'est parce que le tourisme constitue la plus importante source de recette en devise étrangère après le coton. Il est le troisième employeur du pays après l'agriculture et le commerce.

Un dynamisme suscité par la bonne volonté du gouvernement de Patrice TALON en inscrivant dans son programme d'action de grands investissements dans le secteur à travers la gratuité des visas pour de nombreux ressortissants du monde, et la création des agences nationales dédiées au tourisme. Il est donc clair que le tourisme est à l'épreuve du terrorisme comme le cas dans plusieurs pays sous menace terroriste.

Comment gérer les défis sécuritaires et poursuivre l'essor économique du pays ? La question est plus que jamais d'actualité.

Mais le Bénin, en optant pour le déploiement des militaires

dans les parcs, la mise en place d'un système d'alerte et d'assistance et de radio de communication et de géolocalisation dans les véhicules de transport des touristes, n'est toujours pas à l'ombre d'une sécurité assurée. Car, ces mesures aujourd'hui s'avèrent insuffisantes au regard de l'intensité des attaques dans le septentrion ces dernières semaines.

Il y a donc lieu de renforcer la sécurité au sein des parcs béninois à l'aune des attaques terroristes devenues répétitives. Mieux, il importe de collaborer efficacement avec les populations locales de ladite zone afin de mettre en place des groupes de jeunes locaux (agriculteurs, chasseurs, religieux, artisans, coutumiers etc.) capables de veiller et de transmettre des informations sur la présence d'individus suspects dans le milieu et ses alentours.

Mais avant, African Parks, tout en adressant ses condoléances aux familles des agents tués, rassure qu'il travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement du Bénin et toutes les autorités locales pour assurer la sécurité de son personnel et celle des communautés locales.

Cette énième attaque rappelle au Bénin, l'enlèvement de deux touristes français dans le nord Bénin et l'assassinat d'un jeune guide touristique.

Projet Adapt WAP Bénin : Kandi, Malanville, Karimama et Banikoara s'en imprègnent

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Adapt-WAP Bénin qui vise à renforcer la résilience des écosystèmes et améliorer les conditions de vie des populations du complexe W-

Arly-Pendjari face au changement climatique, une mission d'information, de sensibilisation et de pré-identification des bénéficiaires et partenaires se déroule actuellement dans le département de l'Alibori.



A la faveur de la 1ère session ordinaire de l'année 2022 du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination (CDCC) de l'Alibori , le Projet Adapt-WAP Bénin a été présenté aux autorités préfectorales, Maires et ses Adjoints, des Directeurs départementaux, ainsi que des représentants d'organisations.

Selon le Coordonnateur, Commandant Benoît NOUHOEFLIN, ce projet intervient dans quatre des communes du département de l'Alibori. L'objectif global de la mission est d'informer et de sensibiliser les communautés pour ensuite procéder à l'identification des bénéficiaires et des potentiels partenaires d'appui à la mise en œuvre du projet.

A l'en croire, il s'agira d'identifier les bénéficiaires, les informer, sensibiliser, et ensuite leur faire des dotations selon les domaines qui vont de l'agroforesterie à des dépôts

de fonds renouvelables en passant par appui aux maraîchers, mareyeuses, aménagements des couloirs de passage des transhumants , des points d'eaux pour ne citer que ceux-là. C'est pourquoi, précise-t-il : *« il est attendu des populations une grande implication et un accompagnement pour la mise en œuvre du projet »*.

Les participants désormais mieux aguerris sur le contenu du projet, ont promis se donner bec et ongles à sa réussite effective.



Rappelons qu'à la suite de cette présentation au Conseil Départemental de Concertation et de Coordination, une réunion de cadrage a eu lieu à la Direction du CENAGREF et a réuni des représentants : des communes, de African Parks Networks (APN), de la Direction départementale de l'Agence Nationale de Protection Civile, des Associations Villageoises de Gestion des Ressources de Faune (AVIGREF), de l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) et bien d'autres acteurs. L'objectif de celle-ci est qu'ils s'imprègnent du contenu du projet ainsi que des objectifs de la mission dans le département de l'Alibori. Mieux, l'Unité de Gestion du Projet au niveau national va s'appuyer sur eux pour l'organisation des différentes rencontres prévues du mardi au vendredi dans chacune des communes.



La tournée qui vient ainsi de démarrer dans la matinée du mardi 01 Février par la commune de Kandi, se poursuivra jusqu'au vendredi 04 Février 2022 dans les communes de Malanville, de Karimama et de Banikoara.